



## PRÉFET DU PUY-DE-DOME

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne

Clermont-Ferrand, le 21 décembre 2011

---

Département du Puy De Dôme  
Installations Classées Pour La Protection de l'Environnement  
**Société AL3**

**Commune de Clermont-Ferrand**  
***Modification des prescriptions techniques***

Rapport de l'inspecteur des installations classées au Conseil Départemental de  
l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

---

**P.J.** : projet de prescriptions techniques

Par courrier adressé à la Préfecture du Puy de Dôme le 12 août 2011, Monsieur AUDRY, agissant en sa qualité de responsable de site logistique AL3, informe le préfet de sa demande de modification des conditions d'exploitation des activités qu'il exerce dans son établissement situé 18-20 rue Jacqueline Auriol à Clermont Ferrand.

Le présent rapport fait la synthèse des éléments fournis par l'exploitant et expose l'avis de l'inspection des installations classées sur ce dossier.

Ce rapport fera l'objet d'une présentation en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

## **1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **1.1 Activités**

La Société AL3 a créé un bâtiment dédié au stockage des articles de puériculture appartenant à la société BABY MOOV, articles composés en grande partie de textiles, de bois et/ou de matières plastiques.

Il était prévu la construction de deux cellules de stockage de 6 000 et 3 800 m<sup>2</sup> afin d'entreposer au maximum 8 200 tonnes de marchandises. A ce jour, seule la cellule de 6 000 m<sup>2</sup> a été construite, la construction de la cellule B n'étant pas d'actualité.



## **1.2 Situation administrative et actualisation du classement**

La Société AL3 a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 1<sup>er</sup> Août 2006. Compte-tenu des modifications introduites dans la nomenclature des ICPE, son classement est maintenant le suivant :

Classement de l'AP initial				Classement nouvel AP	
Rubrique	A, D	Activité	Activité du site et volume autorisé	rubrique	A, D
1510-1	A	Stockage de matières combustibles en entrepôts couverts	97 000 m3	1510-2	E
2663-2a	A	Stockage de produits dont 50 % de la masse est composée de matières plastiques	20 000 m3	2663-2b	E
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateur	100 kW	2925	D

## **1.3 Modifications sollicitées**

La modification demandée par l'exploitant concerne les prescriptions de l'article 8.1.10 demandant un dispositif de détection de gaz dans la chaufferie.

La chaufferie est actuellement équipée d'une chaudière de 0,465 MW, ce qui correspond à la puissance d'une chaudière domestique, en dessous du seuil de déclaration ICPE. Le système de détection de gaz est exigé pour les installations dont la puissance thermique maximale est supérieure à 2 MW aux termes de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997, modifié le 2 décembre 2008, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910.

Les prescriptions définies à l'arrêté préfectoral du 1/08/2006 apparaissent donc trop contraignantes à l'exploitant au vu de la réglementation des ICPE.

## **1.4 Autres modifications**

Les dispositions de l'article 7.3.5 « détection gaz », s'appliquant au local de charge d'accumulateurs, sont supprimées ; elles apparaissent par ailleurs à l'article 8.1.9.

Par ailleurs, il y a lieu d'introduire dans l'arrêté préfectoral d'autorisation les dispositions relatives à l'efficacité énergétique imposées par le code de l'environnement ;

# **2 IMPACT DES MODIFICATIONS**

## **2.1 Modifications de la nomenclature**

Les modifications de la nomenclature ont pour effet de soumettre l'établissement aux dispositions des arrêtés ministériels du 15 avril 2010 :

- arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

dans leurs dispositions applicables aux installations existantes.

## **2.2 Modification des prescriptions de l'article 8.1.10 de l'arrêté préfectoral**

L'arrêté préfectoral demande «un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger» .

Un tel dispositif est demandé pour les installations soumises à déclaration, donc d'une puissance thermique minimale de 2 MW ; vu la faible puissance de la chaudière présente sur le site, dont l'usage est le seul chauffage des bureaux, le dispositif existant de ventilation haute et basse permet d'éviter l'accumulation de produits toxiques dans la chaufferie et permet d'amener suffisamment d'air comburant pour permettre la bonne combustion de la chaudière.

## **3 ANALYSE DE L'INSPECTION**

### **3.1 Conséquences sur les prescriptions techniques de la modification de la nomenclature :**

Les installations se trouvent en situation administrative régulière ; les arrêtés du 15 avril 2010 visés ci-dessus s'appliquent en sus de l'arrêté préfectoral dans leurs dispositions applicables aux installations existantes. L'actualisation du classement des activités n'entraîne pas de modifications des prescriptions techniques déjà imposées.

### **3.2 Conséquences sur les impacts liés à la modification des prescriptions relatives à la chaudière**

La chaudière installée bénéficie de mesures de contrôle adaptées à sa puissance et d'un suivi régulier par une entreprise spécialisée.

Le dispositif demandé par les prescriptions de l'arrêté préfectoral peut être considéré comme disproportionné aux caractéristiques techniques de la chaudière en place sur le site et le dispositif de ventilation suffit à assurer la sécurité de l'installation. Par ailleurs deux vannes manuelles de coupure gaz sont présentes sur le site : l'une à l'extérieur de la chaufferie et une autre à l'entrée du site, à proximité de la coupure générale d'électricité. Ces dispositifs sont repérés sur les plans d'intervention et connus des services d'incendie et de secours. Tout problème de fonctionnement est signalé par un voyant.

Les prescriptions maintenues sont issues de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 applicable aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement, article 2.2.1.5.

Dans ces conditions, la modification demandée par l'exploitant ne peut être considérée comme substantielle ; un arrêté préfectoral complémentaire est nécessaire pour modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel.

## **4 PROPOSITION DE L'INSPECTION**

Les modifications à apporter aux installations de la Société AL3 à Clermont-Ferrand ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs.

Les modifications ne constituant pas des modifications substantielles, nous proposons de modifier par arrêté préfectoral complémentaire l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> aout 2006 sur les différents points exposés ci-dessus.

L'exploitant a été consulté par courriel du 23 novembre 2011 sur le projet de modification des prescriptions techniques ; il a fait quelques observations qui ont été pour la plupart reprises.

Le projet annexé au présent rapport reprend les prescriptions techniques que nous proposons d'appliquer à l'exploitant après examen par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Nous émettons un avis favorable à la demande de l'exploitant et sollicitons l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Vu et transmis,  
Le Responsable de l'Unité  
Territoriale 63-1  
signé

L'inspecteur des Installations  
Classées  
signé